



SOMMAIRE

- 2^{ème} atelier sur la révision du Code électoral centrafricain
- 5.3 Milliards FCFA pour le RGPH 2013 en RCA
- Réinsertion d'enfants-soldats dans la vie civile
- Les vœux du corps diplomatique au Président et au peuple centrafricain
- Le processus DDR en marche
- Actualités politiques
- Communiqué de presse du Comité de pilotage du DDR
- Activités SNU

2^{ème} atelier sur la révision du code électoral centrafricain



Assistance lors de la cérémonie de clôture du 2^{ème} atelier

Ouverture au Palais de la CEMAC le 16 Janvier des travaux du 2^{ème} Atelier de concertation sur la révision du Code électoral centrafricain par le Premier Ministre Faustin Archange Touadera.

L'objectif assigné à cet atelier est de réfléchir sur les premiers travaux et s'assurer que ce code une fois entériné soit le fruit d'un travail inclusif et participatif de tous les acteurs de la RCA. Après la présentation faite par le Ministre de l'Administration du Territoire Josué Binoua, l'occasion a été donnée à la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique et Chef de BINUCA, Mme Margaret Vogt. Selon Mme Vogt, « je me réjouis de votre engagement à poursuivre dans la sérénité les discussions franches

que vous avez entamé ensemble en Novembre sur la révision du Code électoral. Malgré votre appartenance politique et sociale diverse, vous avez su créer un climat de tolérance et de respect mutuel qui ont favorisé le bon déroulement des discussions. Je vous réitère à cet égard toutes mes félicitations et vous transmets celles du Secrétaire général des Nations Unies et du Conseil de Sécurité qui dans sa résolution sur la situation dans votre pays a pris note avec satisfaction de l'intention du Gouvernement d'œuvrer en faveur d'une démarche politique inclusive pour la Réforme du Code électoral et de l'établissement d'un organe permanent. Les membres du Conseil ce sont félicité de l'organisation du 1^{er} atelier auquel vous avez

pris part. Je suis confiante que cette fois encore vous allez privilégier l'intérêt national car de vos débats constructifs et du consensus qui sera dégagé dépendra largement l'avenir de votre pays ». Le premier Ministre Faustin Archange Touadera a pour sa part signifié que la RCA fait partie des pays qui sont dans la recherche de solutions pour une élection libre et transparente.

Dans son intervention, lors de la cérémonie de clôture le 19 Janvier, lue par M. Jean-François Joh Epoko, Mme Vogt a relevé que la révision de ce Code électoral est d'une importance capitale pour l'avenir de la RCA. Selon elle, « la révision de ce Code est d'une importance capitale pour l'avenir de la RCA car elle pose les bases institutionnelles pour la réussite des échéances

Suite à la page 2

UNFPA: 5.3 Milliards de FCFA pour le recensement de la population en 2013

5,3 Milliards de FCFA sont à mobiliser par le gouvernement centrafricain en collaboration avec ses partenaires au développement pour la réussite des opérations du 4ème recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) en 2013 en Centrafrique.



Etudiants à l'Université de Bangui

Tel est la substance de la présentation faite par M. Félix Molowa du Ministère du Plan et de l'Economie.

Ce dernier a souligné la nécessité de réaliser ce projet et a sollicité l'appui du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au comité technique pour

arriver à la mobilisation des ressources.

Pour sa part, le Pr Eliwo Akoto de UNFPA a rappelé l'importance de la réalisation régulière d'un recensement général de la population car « les données sont nécessaires pour le financement des projets de développement ». Il a en outre réaffirmé l'engagement de son institution à accompagner le gouvernement dans ce processus.

Les travaux de la cartographie pour délimiter les aires de

dénombrement devraient commencer courant 2012. Selon le ministère du plan, le recensement général permet de mettre à la disposition des décideurs et des partenaires une gamme variée d'informations réactualisées leur permettant d'assurer de manière efficace le suivi et l'évaluation des politiques et stratégies mise en place en matière de réduction de la pauvreté.

Ces opérations qui interviennent après celles de 2003 permettra de connaître l'effectif de la population centrafricaine, ses caractéristiques, sa répartition spatiale et sa structure suivant des critères d'ordre démographique, social, économique et culturel", indique le document de base du projet.

Le recensement général de 2013 permettra de connaître la situation sociodémographique du pays et sa dynamique, afin de mieux planifier les programmes de développement proposés dans le Document de stratégie de réduction de la Pauvreté de deuxième génération (DSRP II), dans le cadre de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD 2015).

Pour rappel, le dernier recensement de la population et de l'habitation en République Centrafricaine date de 2003. Selon les normes, cet exercice se fait tous les 10 ans, d'où le lancement du RGPH de 2013. D'après les résultats du recensement général de 2003, la RCA compte 3.895.139 habitants.

O.K

2^{ème} atelier sur la révision du code électoral centrafricain (suite)

futures que nous souhaitons libres, transparentes et crédibles. Nous avons noté que les partis politiques et la société civile s'acheminaient vers une position commune sur la structure de gestion des élections. Nous sommes profondément convaincus que cette réunion devrait être utilisée par les participants pour parvenir à un consensus, c'est la seule voie qui reste à nos yeux pour la réussite des processus électoraux futurs qui permettraient de prévenir les crises électorales. Les Nations Unies se sont félicitées de voir le Gouvernement lancer cette concertation dans une démarche consensuelle et constructive. Je vous invite à poursuivre vos efforts afin de maintenir cet état d'esprit. Les Nations Unies restent convaincues que la consolidation de la paix en RCA passe par l'implication effective de l'ensemble des forces vives de la Nation. Je vous exhorte à cet égard à trouver une solution rapide en conciliant vos différentes visions sur les questions électorales. Je vous réitère la disponibilité des Nations Unies à vous accompagner dans la recherche des voies et moyens d'un futur meilleur dans un esprit d'unité et de réconciliation nationale ». Le

premier Ministre a quant à lui indiqué que le travail réalisé par toutes les composantes de la RCA mérite d'être salué, « *durant ces 4 jours vous avez avec détermination échangé et apporté des contributions utiles pour l'amélioration de notre Code électoral en vue de corriger ces imperfections et l'adapter aux réalités de notre société. Ce travail réalisé par toutes les composantes de notre Nation, partis politiques, société civile, pouvoir public et certains des Représentants de nos partenaires mérite d'être salué et témoigne de l'intérêt accordé à cette importante question. Les comptes rendus qui me sont régulièrement parvenus ont donné la mesure de l'engagement des uns et des autres à doter notre pays d'un Code électoral conséquent. Les démons de la division, des disputes inutiles synonymes de blocage n'ont pas eu raison de votre détermination ».*

Cet atelier a regroupé les Représentants des partis politiques de l'opposition, de la majorité présidentielle, de la société civile et quelques observateurs représentant la communauté internationale.

O.K

259 Jeunes des zones de conflits réinsérés dans la vie civile

Plus de 250 jeunes ressortissants des zones de conflits en RCA ont reçu le 1^{er} Février au Centre de la Jeunesse Pionnière Nationale (JPN) à 35 KM de Bossangoa (axe Bouca) leurs parchemins après 3 mois de formation dans plusieurs domaines.

La cérémonie a été rehaussée par la Présence du Chef de l'Etat François Bozizé aux cotés duquel on notait la présence de M. Célestin Leroy Gaombalet, Président de l'Assemblée Nationale et de Monsieur Boubacar Jagne, représentant de la Représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en Centrafrique. Cette formation s'inscrit dans le cadre du Projet dénommé « **Prévention de Recrutement, Démobilisation et Réintégration socioéconomique des jeunes enfants associés aux forces et groupes armés et autres enfants et femmes vulnérables dans les zones de conflit (2^e phase)** ». Ce projet financé par le Fonds de Consolidation de la Paix en RCA, exécuté par l'UNFPA est mis en œuvre par la JPN dans le but de lutter contre l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés.

La cérémonie a démarré par une prière suivie des mots de bienvenue du Maire de Boubou. M. Boubacar Jagne, au nom de Mme Vogt, dans son discours a rappelé l'éligibilité de la RCA au Fonds de Consolidation de la Paix. Selon M. Jagne, « *la population centrafricaine est à majorité jeune et a besoin de formation de base pour différents métiers afin de faciliter leurs contributions à la vie active de leurs communautés. C'est pour répondre à ce besoin de formation que le volet formation a été confié à UNFPA et à son partenaire la JPN pour la mise en œuvre. Ces jeunes sont ainsi outillés pour s'investir dans les activités de développement et de consolidation de la paix dans leurs communautés respectives. Ce volet qui nous réunit ici, a permis la formation de 259 jeunes sur 300 prévus initialement et qui ont été dotés de kits d'agriculture, d'élevage, de couture, de menuiserie, de mécanique, de maçonnerie, ... Il est bien de noter que cette formation a pu se dérouler convenablement grâce à l'apport du PAM en vivres, ce qui constitue un autre volet du projet. La présente cérémonie marquant la clôture de la formation des jeunes aux petits métiers sera suivie de l'installation des jeunes formés dans leurs communautés respectives et par ce canal, leur insertion dans le tissu socioéconomique de leur région* ». Le Ministre chargé du DDR et de la JPN Xavier Sylvestre Yangongo a pour sa part stigmatisé les conflits armés qui ont caractérisé la RCA ces dernières décennies ce qui a fragilisé son économie. Par ailleurs, il a lancé un cri aux bonnes volontés à accompagner ces jeunes dans toutes les étapes de leur réinsertion.

En clôturant cette session de formation, le Président François Bozizé a souligné que la mission première qui lui incombe est de rétablir la paix et la sécurité gage d'un développement durable, pour preuve les différents Accords signés avec les groupes politico-militaires. Selon le Président



La Représentante de UNFPA en Centrafrique congratulant une bénéficiaire du projet

Bozizé, « *les problèmes de la jeunesse sont constamment dans mes préoccupations c'est pourquoi j'avais pris le 29 Avril 2006, la décision de réhabiliter la JPN qui reste et demeure un important instrument de développement économique et social. Cette formation que je souhaite voir s'étendre à d'autres enfants a été rendue possible grâce au soutien de nos partenaires au développement* ».

Pour Mme Thérèse Zéba, Représentante Résidente de l'UNFPA en Centrafrique, le volet « **formation des jeunes** » exécuté par son organisation fait partie du projet « Prévention de Recrutement, Démobilisation et Réintégration socioéconomique des jeunes enfants-soldats associés aux forces et groupes armés et autres enfants et femmes vulnérables dans les zones de conflit » qui est un projet conjoint UNICEF-PAM-UNFPA financé par le Fonds de Consolidation de la Paix (PBF). Les jeunes formés proviennent des régions post conflits avec une majorité de jeunes démobilisés et quelques jeunes vulnérables desdites régions. Les 259 jeunes formés seront mis en route pour un retour dans leurs communautés de base avec chacun d'eux un kit prévu à cet effet. Dans environ 3 semaines, une équipe de suivi se rendra dans chaque localité pour se rendre compte de la réinsertion de ces jeunes leur remettre les kits de production liés à leur filière de formation à savoir dans les domaines de la maçonnerie, de la couture, de l'élevage, de l'agriculture, de l'élevage, de l'art culinaire. Les jeunes formés ont désormais un métier donc un espoir pour leur avenir, ce qui leur permet de trouver d'autres plans de développement individuel et collectif autres que l'enrôlement dans les forces armées ».

Présentation de vœux du corps diplomatique au couple présidentiel centrafricain

La Corps diplomatique accrédité en Centrafrique a présenté le 11 Janvier ses meilleurs vœux pour 2012 au Chef de l'Etat et au peuple centrafricain.

Au nom des 54 Représentations diplomatiques et consulaires, des organismes des Nations Unies et des Représentations sous régionales l'Ambassadeur de France en Centrafrique Jean Pierre Vidon a déclaré, « *ce que nous souhaitons à la RCA pour 2012 est de toute évidence et avant tout de voir la paix être consolidée, c'est la raison d'être du BINUCA que je le rappelle est le Bureau Intégré des Nations Unies pour la consolidation de la Paix en RCA. Puisse nous saluer les efforts accomplis par les Représentantes successives du Secrétaire général, aujourd'hui Mme Margaret Vogt. Puisse cet objectif donner lieu à une action cohérente et concertée entre toutes les parties nationale et internationale pour avancer dans le processus du DDR dont les deux premières phases ont largement été entamées dans le Nord-ouest. Il mérite aussi de voir se concrétiser la stratégie de réintégration des Ex-combattants. Les partenaires internationaux sont attentifs aux initiatives qui seront prises par le Gouvernement centrafricain pour concevoir les programmes correspondants. Ces initiatives sont des préalables indispensables pour que soient étudiés les soutiens qui pourront être ensuite apportés par la communauté internationale. Notre souhait est aussi que le peuple centrafricain n'est plus à subir la présence des rebellions exogènes qui chacune appelle à des réponses différentes pour lesquelles plusieurs de vos partenaires, Etats ou institutions sont disposés à vous prêter sous des formes différentes leurs*



M. Jean Pierre Vidon, Ambassadeur de France en RCA

amis de la RCA que vous êtes se convaincant de la nécessité de contribuer à apporter chacun de nouvelles pierres à l'édification de ce pays qui ne demande qu'à vivre en paix, uni et heureux. Pour ma part je tiens pour essentielle la sécurité sur toute l'étendue du territoire afin de pouvoir combattre la pauvreté et relancer durablement l'économie. Les résultats auxquels nous sommes parvenus depuis l'Accord de Paix global de Libreville grâce au concours de tous nos partenaires et à la volonté du peuple centrafricain qui je le répète ne désire que de vivre en paix, uni et heureux ne serait être remis en cause par des calculs machiavéliques destinés en somme à maintenir le peuple centrafricain dans la misère. Nous y veillerons ensemble ».

La cérémonie a été précédée d'une minute de silence en mémoire de M. Joseph Icham Kamach,

O.K

Le processus du DDR en marche

Le Président de la République François Bozizé s'est entretenu le 14 Janvier avec la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Mme Margaret Vogt.



Mme Margaret Vogt, Chef du BINUCA

Selon cette dernière, « j'ai fait le compte rendu de ma visite à New York où j'ai présenté le Rapport du Secrétaire général. A l'occasion le Conseil de Sécurité a fait, pour la première fois, une très forte résolution de soutien pour le pays. J'ai aussi été à Washington à la Banque Mondiale avec le Premier Ministre dont la présence montre la volonté politique du Gouvernement. Il a aussi été discuté la continuation de la concertation avec les partis politiques et la recherche de financements pour le processus du DDR ». Le 20 Janvier, la partie de la RCA

non atteinte par le processus du DDR a été l'objet de l'entretien entre Mme Vogt et le Ministre Délégué en charge du DDR, le Général Xavier Sylvestre Yangongo. Cet entretien a porté sur la poursuite des opérations du DDR dans le Nord-est du pays et de la réinsertion des Ex-Combattants dans leurs localités.

Avec le Premier Ministre Faustin Archange Touadera le 24 Janvier, Mme Vogt a évoqué la similitude des actions menées aussi bien par la RCA que les Nations Unies en faveur de la sécurité.

Toujours dans le cadre du processus du DDR, le Ministre Yangongo a reçu en audience le 03 Février l'Ambassadeur de l'Union Européenne Guy Samzun accompagnant une mission venue de Bruxelles pour s'imprégner sur l'état d'avancement du Programme DDR dans le contexte du processus de sortie de crise en RCA. La mission a aussi pour objectif de voir comment aider le pays à bien mener ledit processus jusqu'à son terme.

O.K

RCA: Actualités Politiques

Le Droit International humanitaire appris aux FACA



Le Comité international de la Croix rouge (CICR) a organisé une formation sur le Droit International humanitaire à l'intention des éléments du détachement des Forces armées centrafricaines (FACA) basés à

Obo et les leaders communautaires.

L'objectif de cette formation est de rappeler aux participants les principes du droit international humanitaire axés sur la protection des personnes vulnérables dans les zones de conflits armés.

Selon le CICR, les forces armées et les forces de l'ordre doivent s'impliquer dans la défense des droits de l'homme, la protection des personnes vulnérables, de même que des détenus.

700 millions pour 60 forages d'eau potable



Signature le 20 Janvier d'un contrat d'exécution du Projet d'approvisionnement en eau potable entre le gouvernement centrafricain et le Gouvernement chinois.

Signé respectivement par le Ministre de l'Energie et de l'Hydraulique M. Mboli Fatrane côté centrafricain et le Conseiller économique et commercial de l'Ambassade de Chine, ce contrat permettra à la Société China Engineering Corporation de construire 60 forages d'eau en une année à hauteur de 700 millions FCFA dans les Préfectures de l'Ombella M'Poko et de la Lobaye.

Pour le membre du Gouvernement, il s'agit d'une première exécution de ce contrat dont la seconde concerne l'installation de l'Energie solaire au Boulevard séparant l'Université de Bangui et le Complexe 20.000 places.

Texte officiel



Décret N°12.016 mettant fin à la période de validité des passeports non biométriques centrafricains.

A l'exception des Passeports détenus par les centrafricains résidents à l'extérieur dont la validité cours jusqu'au 30 Juillet 2012, il est définitivement mis fin à compter du 31 Mars 2012 à la période de validité des passeports non biométriques, passeports ordinaires, passeports diplomatiques et passeports de service de la RCA.

Techniques de plaidoyer en matière de décentralisation

30 membres de l'Observatoire national des Elections (ONE) ont été réunis le 23 Janvier en atelier de formation sur les techniques de plaidoyer en matière de décentralisation.

Les travaux visent à identifier les outils et les méthodes efficaces de plaidoyer et de réfléchir sur la mise en place de mécanismes pour l'avènement de la décentralisation en RCA. Dans son allocution l'Ambassadeur des Etats Unis en RCA M. Lawrence Wohlers a reconnu la volonté de l'ONE à renforcer les capacités de ses membres car selon lui cette formation permet l'exécution des programmes très complexes de la gouvernance démocratique dont l'ONE a choisi de défendre.

Pour le Président de l'ONE Fulgence Zeneth, cet atelier s'inscrit dans le but de faire des membres de l'ONE des catalyseurs dans le pays. De son côté le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation Josué Binoua a fait savoir que la décentralisation relève de la volonté d'un peuple à changer sa manière de gouverner.

RCA: Actualités Politiques

Baba Laddé et le FPR hors d'état de nuire

Les Forces Armées Centrafricaines (FACA) et celles des Forces Armées Nationales du Tchad (FANT), ont lancé l'opération conjointe 'araignée' contre les forces rebelles tchadiennes de Baba Laddé le 20 Janvier 2012. Une opération de grande envergure sur les villes de Gondava et de Ouandago situées respectivement à environ 80 et 45 km de la ville de Kaga-Bandoro et abritant l'état-major du Front Populaire pour le Redressement (FPR) dirigé par Baba Laddé.

Selon le Ministre de la Justice, Garde des sceaux et porte-parole du Gouvernement centrafricain M. Firmin Findiro, cette opération tant sur le plan terrestre qu'héliporté, a permis de frapper avec précision le centre opérationnel et



M. Firmin Findiro, Ministre de la Justice

de commandement du FPR, notamment Ouandago et Gondava.

De violents combats ont eu lieu le lundi 23 et le mercredi 25 janvier 2012 aux alentours de 12 heures pour prendre fin vers 14 heures.

Les forces conjointes Tchadiennes et Centrafricaines sont venues à bout des éléments du FPR après une brève résistance.

Après l'attaque des forces alliées qui a fait de nombreuses pertes du côté du FPR et qui a détruit ses bases, certains rebelles ont pris la fuite abandonnant la zone sous le contrôle des Forces alliées.

Le DDR dans les relations RCA-Norvège

L'Ambassadeur de la Norvège avec résidence à Khartoum (Soudan) en visite de travail à Bangui a été reçu en audience le 02 Février par le Ministre de l'Administration du Territoire M. Josué Binoua.

Selon le diplomate Norvégien, « nous avons discuté avec le Ministre de la disponibilité de la Norvège d'aider la RCA et le processus du DDR en cours. Nous avons discuté sur comment la Norvège peut aider soit directement la RCA ou à travers les Nations Unies. Nous avons été effectifs dans des processus de démobilisation dans des pays francophones et dans le bassin du Congo. J'ai demandé au Ministre de m'établir des orientations afin d'ouvrir l'Ambassade de la Norvège en Centrafrique ».

Les médias et la société civile à l'école des Droits de l'Homme

« Connaitre les principes fondamentaux des Droits de l'Homme » est l'objectif de la session de formation débutée ce 1^{er} Février.



Organisée par la League Centrafricaine des Droits de l'Homme (LCDH) cette formation concerne une quinzaine de participants venus des ONGs et des médias publics et privés pour une durée

de deux mois. Selon le Président de la LCDH Joseph Bindoumi, « cette formation qui entre dans le cadre de la vulgarisation des Droits de l'Homme en RCA comprendra des modules comme la connaissance des textes qui protègent la personne humaine en RCA, l'organisation judiciaire de la RCA, la notion de défenseurs des Droits de l'homme, ...

Rassemblés par OK

Communiqué de presse N°01/2012 du Comité de Pilotage du DDR

Le Comité de Pilotage du programme de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (DDR) en République Centrafricaine s'est réuni le mardi 24 janvier à Bangui, en présence des représentants du Gouvernement, des groupes politico-militaires, des Nations Unies, de l'Union Africaine, de l'Union Européenne, de la France, de la Banque Mondiale et de la MICOPAX.

Le Comité de Pilotage félicite les différents acteurs impliqués dans le programme DDR pour les efforts fournis qui ont permis au processus de franchir les étapes de vérification, de désarmement et de démobilisation d'une grande partie des ex-combattants, notamment ceux de l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD), basés dans les préfectures de l'Ouham-Pendé et de l'Ouham. Il prend acte de la volonté exprimée par les leaders des mouvements politico-militaires de poursuivre leur engagement en faveur de ce processus.

La volonté du Comité de Pilotage est que le processus DDR se poursuive comme initialement prévu dans l'ensemble du pays, afin de contribuer à consolider définitivement la paix sur toute l'étendue du territoire national.

En attendant la poursuite de ces opérations, le Comité de Pilotage a mis en place une Coordination Nationale chargée de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration portant, dans un premier temps, sur la Réinsertion individuelle ou à travers les projets de relèvement communautaire dans les zones où le désarmement et la démobilisation ont déjà eu lieu et, dans un second temps, sur la Réintégration.

Le Comité de Pilotage poursuit ses efforts en vue de la mobilisation des ressources, gage de la réussite du processus DDR en République Centrafricaine.

Cependant, le Comité de Pilotage regrette la situation politique et sécuritaire actuelle, laquelle a conduit à l'interpellation de certains de ses membres, à



Mme Margaret Vogt, Présidente du Comité de Pilotage du DDR

savoir son
1er Vice-
Président
Monsieur
Jean
Jacques
DEMA-
FOUTH et
Monsieur
Abder Ka-
der KA-
LILE.
Cette si-
tuation

risquerait de compromettre les efforts déjà réalisés ainsi que ceux qu'il convient d'entreprendre pour consolider un processus qui demeure très fragile.

Respectueux de la souveraineté de la RCA et soucieux de la nécessité de maintenir la sécurité et la paix dans l'ensemble du pays, le Comité de Pilotage souhaite vivement qu'une issue soit trouvée le plus rapidement possible, afin de restaurer la confiance parmi tous les membres du Comité, et ceci conformément aux lois et aux règlements en vigueur de la République et entend poursuivre son appui au processus DDR.

**Bangui, 25
janvier 2012**

La Présidente

**Margaret
VOGT**

BINUCA INFO
Une publication du Bureau In-
tégrés des Nations Unies en Cen-
trafrique

Coordination :
Ousmane KABA
E-mail : kaba@un.org
Site web : binuca.unmissions.org

Rédacteurs :
Ousmane KABA
Boris NGOAGOUNI
Pierrette PADOUNZI
Photos
Serge NYA-NANA

ACTIVITES SNU

UNESCO: Don de matériels de sonorisation au Ministère de la Jeunesse

Plus de 9 millions FCFA, c'est le montant du don de matériels de sonorisation fait le 26 Janvier par l'UNESCO au Ministère de la Jeunesse et des Sports.



la

promotion de la culture de la paix pour une coexistence pacifique dans les écoles et les communautés.

M. Benoit Sossou, a signifié que ce geste vise à rendre effectif l'enseignement des modules d'éducation à la citoyenneté par le canal de la formation à distance et à la mobilisation des communautés pour la promotion de la culture de la paix. Selon lui, « *l'Unesco consciente de*

Ce don remis par le Directeur du bureau multi pays de l'UNESCO basé à Yaoundé M. Benoit Sossou s'inscrit dans le cadre du Projet Education à

citoyenneté, pro-

l'impact de la promotion de la culture de la paix sur la résolution des conflits et la cohésion sociale œuvre dans le sens d'une prise en compte de la dimension culturelle comme fondement et moteur du processus de développement. Pour l'Unesco, l'implication de la communauté culturelle et artistique et sa responsabilité sur le devoir d'agir et de contribuer à l'évolution des mentalités pour aller vers la consolidation s'avère indispensable et importante. La méthodologie utilisée par l'Unesco vise à appuyer les divers leviers catalyseurs de la promotion de la culture de la paix pour la réconciliation notamment les artistes et acteurs culturels ». Prenant la parole, le Ministre Jean Serge Bokassa qui a réceptionné cet équipement a indiqué que cet acte répond à l'un des soucis majeurs du Département qui est celui de la création d'une unité de conservation et de gestion de matériels longtemps mis en veilleuse.

Ce matériel servira à la campagne de sensibilisation pour la citoyenneté.

ONUSIDA: Appuis des Nations Unies à la lutte contre le SIDA en RCA



Ouverture le 24 Janvier d'un atelier de formation des Forces de Défense et de Sécurité sur le Genre et le VIH/Sida.

Inscrit dans le cadre du renforcement des capacités et de la mise en œuvre du DSRP II, ces assises de 4 jours visent à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes et lutter contre les violences sexuelles basées sur le Genre. Elles visent aussi à prévenir la transmission par voie sexuelle du VIH au sein des Forces de Défense et de Sécurité. Pour la Représentante de UNFPA en Centrafrique Mme Thérèse Zéba, les Forces de Défense et de Sécurité n'échappent pas aux conséquences négatives des inégalités du Genre, « les rapports de Genre sont au centre des questions de développement à tous les niveaux car ils influencent les modèles de développement ».

Pour le Ministre de la Justice Firmin Findiro président au nom du Ministre Délégué à la Défense, ces assises visent à redynamiser les participants car « beaucoup reste à faire au sein des Forces de Défenses et de Sécurité qui constituent l'une des branches les plus vul-

nérables souvent exposées au VIH/Sida ».

Toujours dans le cadre de la lutte contre le Sida, un atelier de formation au journalisme d'investigation sur le VIH/Sida a débuté le 12 Janvier à l'intention des professionnels des médias.

Cet atelier organisé par l'Institut Panos Paris en partenariat avec le CNLS, l'ONUSIDA et le Réseau d'Afrique pour la lutte contre le SIDA a pour but de renforcer les capacités des journalistes sur le traitement de l'information sur le VIH/Sida. Sur financement de l'Union Européenne, les journalistes venus de Bangui et de l'arrière-pays se verront octroyer un financement pour la production des articles, des reportages et des émissions audiovisuelles sur le VIH/Sida. En ouvrant la séance, le Directeur de cabinet au Ministère de la Communication M. Philémon Dérant Lakoué a rappelé le rôle combien important des journalistes dans la lutte contre le Sida en RCA tout en leur demandant de contribuer efficacement à ces travaux qui ont durés deux semaines.

Rassemblés par BN